ILCEA

Revue de l'Institut des langues et cultures
d'Europe, Amérique, Afrique, Asie et Australie

3 | 2002

**Le facteur culturel dans la traduction des textes
pragmatiques**

Culture politique et traduction. Le concept de l'État en français et en russe

Valéry Kossov

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ilcea/773>

DOI : 10.4000/ilcea.773

ISSN : 2101-0609

Éditeur

UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2002

Pagination : 79-91

ISBN : 2-9515849-0-3

ISSN : 1639-6073

Référence électronique

Valéry Kossov, « Culture politique et traduction. Le concept de l'État en français et en russe », *ILCEA* [En ligne], 3 | 2002, mis en ligne le 08 juin 2010, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ilcea/773> ; DOI : 10.4000/ilcea.773

Culture politique et traduction

Le concept de l'État en français et en russe

VALÉRY KOSSOV

Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO)

Université Stendhal-Grenoble 3, GREMUTS

Un important problème de traduction est lié à la grande variété et diversité des systèmes juridiques existants (Gémar, 1979 : 44) et se concrétise particulièrement dans le passage difficile d'un cadre culturel à un autre lors de la traduction (Koutsivitis, 1990 : 140). La Russie et la France ont deux systèmes juridiques qui, malgré une certaine ressemblance, sont loin d'être identiques. C'est d'ailleurs cette ressemblance qui peut induire en erreur, car souvent les emprunts qu'a fait la Russie dans le système français ne reflètent pas les décalages culturels dans la perception et l'application de notions semblables. Le but de cet article est donc de montrer par quelques exemples l'importance des particularités culturelles dans le discours politique et dans la langue juridique et de proposer des solutions éventuelles à certains problèmes.

Vu que l'analyse de la terminologie juridique des deux pays et les différences de concepts de droit pourraient faire l'objet d'un ouvrage en plusieurs volumes, on se limitera au domaine du droit public et plus précisément au concept de l'État dans les deux systèmes juridiques. On s'efforcera de montrer quelques éléments culturels qu'il semble important de prendre en compte dans la traduction du français vers le russe.

Le corpus de cet article est constitué par des ouvrages juridiques traduits par une équipe d'enseignants traducteurs russes de l'Université linguistique de Nijni Novgorod (dont l'auteur faisait partie). La traduction de ces ouvrages était un aspect d'un programme de coopération entre les Universités de Grenoble et les Universités de Nijni Novgorod et était destinée à un public d'étudiants russes. Parmi les nombreux problèmes qu'ont rencontrés les traducteurs, le concept de l'État en droit public français et russe occupe une place prépondérante, ainsi que certaines notions dérivées de ce concept de base.

L'opposition privé/public

Dans le droit français, on sépare assez nettement le droit public du droit privé, ce qui n'est pas le cas dans le droit russe. Comment un traducteur vers le russe doit-il procéder face à cette lacune dans la langue d'arrivée ? Prenons un exemple.

Le droit public se définit comme la branche du droit qui régit l'organisation des pouvoirs publics (droit constitutionnel) ainsi que les rapports entre *les pouvoirs publics* et les particuliers (droit administratif). (B. Petit, 1994 : 10)

Публичное право – это правовой раздел, который определяет организацию органов государственной власти
звеньев государственного механизма (конституционное право), а также отношения между этими органами и частными лицами (административное право). (В. Косов, 1994 : 6)

Le droit privé se définit comme la branche du droit qui régit les rapports des particuliers entre eux. (*idem*, p. 10)

Частное право – это правовой раздел, который определяет отношения между частными лицами. (*idem*, с. 6)

Si la traduction du terme «droit privé» ne pose pas de problème, l'utilisation du mot très proche публичный pour traduire l'adjectif «public» est plus difficilement acceptable à cause des différences historiques qui existent entre les conceptions de l'État dans les deux cultures juridiques.

En effet, la séparation entre le public et le privé est entrée dans le droit français il y a bien longtemps, venant du droit romain.

La Russie, elle, connaissait certes cette séparation avant la révolution de 1917, même si certaines nuances culturelles la distinguaient du schéma français, comme le prouve l'exemple suivant tiré d'un dictionnaire réputé du XIX^e siècle :

Публичное право – часть правоведения о народных и международных правах и обязанностях. (В. Даль 1882 : 535)

Mais en russe moderne l'adjectif публичный est employé dans le sens de открытый для публики (ouvert au public), par exemple dans l'expression публичная лекция (conférence ouverte au public), ou bien alors il signifie «commun» (публичная библиотека).

Depuis quelques années toutefois, le terme публичное право est fréquemment utilisé, contrairement à l'époque soviétique, où il n'existait que pour désigner le droit international public. On le trouve non seulement dans le langage des juristes mais aussi sur les couvertures des manuels et ouvrages. Cela indique que публичное право (droit public) est étudié en tant que science. Cependant, son emploi ne recouvre pas celui du terme français (comprenant *grosso modo*, entre autres, le droit constitutionnel, administratif, pénal et le droit international public). En

russe ce terme est utilisé comme un synonyme de государственное право (droit de l'État) hérité du passé soviétique. Il faut se rappeler qu'en URSS et, par héritage, en Russie actuelle, les liens entre les notions d'État et de Droit sont beaucoup plus forts que dans des pays de l'Occident, où l'on voit intervenir dans le domaine du droit certains éléments indissociables de la notion de démocratie, tels que la société civile, les tribunaux et autres. Ce terme désigne en Russie une branche du droit qui couvre essentiellement le droit constitutionnel et certaines questions théoriques du fonctionnement du droit.

Un traducteur peut garder en russe, dans l'exemple précis cité plus haut, la translittération du latin публичное право, d'autant qu'il s'agit ici du système français et que toutes les explications suivent. Cependant, du point de vue culturel, un Russe aura une certaine difficulté à associer l'adjectif «public» à «d'État» (публичный – государственный) en raison de sa perception différente de l'État.

Il faut donc être prudent dans la traduction de «public» selon le contexte, et il est parfois nécessaire de faire le commentaire d'une *realia**.

On peut faire dans certains cas une adaptation, comme on le voit toujours dans l'exemple ci-dessus, en remplaçant публичный par государственный. Le terme «pouvoirs publics» peut être traduit par органы государственной власти (organes du pouvoir de l'État), qui est plus souvent utilisé dans un tel contexte en russe. Parvient-on dans ce cas à transmettre toutes les nuances de la notion de «pouvoirs publics»? En cas de doute reste la possibilité de recourir à des moyens plus abstraits et moins précis et de traduire par звенья государственного механизма. De cette manière, on est sûr de ne pas trahir la notion française de «pouvoirs publics» (qui est d'ailleurs elle aussi assez abstraite)!

Cet équivalent n'est pourtant pas acceptable pour la traduction du concept de «personnalité publique» par rapport à «personnalité privée». Si la distinction entre «personne physique» et «personne morale» est bien consacrée par les textes russes, il n'en est pas de même (une fois de plus) pour ce qui est de la distinction entre personne publique et personne privée. L'émergence récente du mot «privé», частный (considéré longtemps en droit comme un mot tabou), n'a pourtant pas amené à l'opposer nettement au mot «public» et à établir à partir de là les deux types de personnalité morale. Compte tenu de cette lacune du droit russe, il convient de préciser de quelle institution fran-

* Les *realia* sont les termes d'une langue étrangère qui désignent une réalité particulière à telle ou telle culture et qui sont utilisés tels quels dans la langue. (*Dictionnaire de linguistique et de sciences du langage*, Larousse, 1994).

çaise il est question dans le texte (département, commune, État, établissement public).

On voit bien que le dictionnaire juridique français-russe est contraint d'explicitier le terme «personne publique» en donnant des exemples provenant du droit français.

personne physique : физическое лицо

personne morale : юридическое лицо

personne publique : юридическое лицо публичного права, субъект публичного права (в том числе государство, коммуна) – (personne morale du droit public, sujet du droit public (y compris l'État, la commune)

personne privée : субъект частного права

(Г.И. Мачковский, 1995 : 314, 315)

Ainsi, on peut penser que la correspondance entre les termes «public» et публичный avec, surtout, la transposition du contenu français (que ce soit dans le cas de «droit public» ou de «personnalité publique») est amenée à s'ancrer plus profondément dans le russe juridique, en suivant l'évolution démocratique de ces concepts dans le droit russe.

Les collectivités territoriales

Prenons quelques extraits d'un ouvrage consacré à cette réalité française, comme l'indique son titre «Le droit des collectivités locales».

Cet ouvrage a pour but de faire un bilan de l'ensemble de règles et de principes qui régissent désormais les collectivités locales. (J. Domenach, 1993 : postface)

Un traducteur a le choix entre trois équivalents :

Цель данной работы – подвести итог тому своду норм и принципов, которые в настоящее время определяют

- 1) административно-территориальные образования (во Франции)
- 2) местные публичные формирования (во Франции)
- 3) территориальные (местные) коллективы.

Pour effectuer son choix, il est important dans un premier temps d'établir :

- un destinataire potentiel de l'ouvrage et le niveau de sa culture juridique ;
- mais aussi une stratégie par laquelle on puisse d'emblée introduire dans le texte de la traduction les *realia* juridiques françaises qui abondent dans l'original (Влахов, Флорин, 1980 : 103).

En ce qui concerne le lecteur potentiel, trois catégories peuvent être distinguées :

- a) un juriste qui ne se spécialise pas obligatoirement dans le droit administratif français, mais possède une bonne culture générale;
- b) un public large ou étudiant s'intéressant au droit;
- c) un juriste russe qui se spécialise dans le droit public français et connaît un bon nombre de *realia* juridiques.

Si on sait qu'on aura affaire au destinataire «a» ou «b», les deux premiers équivalents suggérés conviennent, à condition que le traducteur connaisse bien leur champ d'application en russe et qu'il précise qu'il s'agit toutefois de la France.

L'équivalent 1 est en fait un terme juridique russe qu'on adapte à la notion française. Autrement dit, on traduit un terme spécifique du système administratif français par un autre existant dans le système russe, sans se poser la question de leur équivalence. Ce procédé d'adaptation est fortement déconseillé dans la pratique de la traduction (Влахов, Флорин, 1980 : 103). En effet, en remplaçant dans ce cas les *realia* de la langue de l'original par les *realia* de la langue de traduction, le traducteur court le risque de nuire au contenu de la notion étrangère. Le terme 1 (littéralement «entité administrative») évoque effectivement pour un juriste russe les entités administratives territoriales qui existent en Russie fédérale et qui ont un statut complètement différent de celui des collectivités territoriales françaises. En fait, la notion équivalente en Russie, dont les principes fondamentaux ont été empruntés aux pays occidentaux, et en particulier à la France, est désignée par органы местного самоуправления (organes de l'auto administration locale). Mais l'emploi de cet équivalent peut susciter chez le lecteur de la traduction des interférences culturelles indésirables. Quelle solution peut-on suggérer ? Des commentaires s'imposent (et notamment la précision du pays et éventuellement de son mode d'organisation territoriale). C'est un moyen onéreux (pas très économique par rapport à l'original), mais sûr.

L'équivalent 2 (« formations publiques locales») ne correspond à aucune institution russe. Il n'y a donc pas le danger de déformer la notion française. Son seul inconvénient est peut-être l'adjectif публичный (dont on a évoqué l'ambiguïté à propos du «droit public») qui est associé dans le russe juridique à «étatique» (государственный). Cela peut alors déconcerter un juriste russe, persuadé que les collectivités locales doivent être séparées du pouvoir de l'État, car c'est le principe de base qui régit leur fonctionnement. Il faut donc trouver un moyen de réduire au maximum cette ambiguïté.

Enfin, la traduction 3 est un procédé répandu lorsqu'il s'agit de *realia* étrangères (y compris dans la traduction juridique) : il s'agit de la translittération. Les spécialistes russes du droit public français le préfèrent aux autres, car ce n'est pas la forme qui les intéresse mais le contenu de la notion. C'est pour cette raison qu'il existe beaucoup de concepts juri-

diques dont le nom est translittéré et employé en russe tel quel. Cela évite de longues d'explications dans la conversation entre deux spécialistes ou dans les documents rédigés par eux et qui ne seront lus que par eux. Son avantage est donc son côté pratique aussi bien pour un traducteur (qui ne se soucie plus de donner des commentaires) que pour un juriste qui, après avoir obtenu la définition du terme, le prend comme un exotisme et se concentre sur d'autres éléments de la notion.

L'inconvénient de cet équivalent, comme de toute translittération, est de déformer la langue de la traduction en la parasitant de mots étrangers qui n'ont aucun sens pour un lecteur moyen. Et qui plus est, cela peut aussi produire de fausses associations chez un lecteur moyen pour qui le mot коллектив, veut dire surtout «collègues», «équipe» et non pas «collectivité». Employant couramment ce mot dans les expressions comme производственный коллектив, женский коллектив, il ne comprend pas ce qu'est территориальный коллектив, en le prenant pour un terme juridique spécialisé (ce qui sera peut être le cas, à condition de son entrée définitive dans l'usage fréquent des spécialistes).

Toutefois, le traducteur peut avoir recours à la translittération, d'autant plus que dans l'ouvrage dont il est question, la traduction translittérée des *realia* est inévitable.

Prenons un autre exemple :

L'article 72 de la constitution de 1958 précise que «les collectivités territoriales de la République sont les communes, les départements, les territoires d'outre-mer». (*idem*, p. 15)

В статье 72 Конституции 1958 года указывается, что

- 1) административно-территориальными образованиями (во Франции)
- 2) местными публичными формированиями (во Франции)
- 3) территориальными (местными) коллективами

являются коммуны, департаменты, заморские территории.

En principe, c'est de l'équivalent choisi ici que va dépendre ensuite dans le reste de l'ouvrage la traduction de l'expression «collectivités territoriales». Cette phrase étant une définition, certes nominative mais suffisamment explicite, le traducteur peut oser cette fois l'introduction du terme translittéré. En plus, dans la deuxième partie de la définition, il est obligé de garder deux termes translittérés et un calqué (коммуны, департаменты, заморские территории) dont l'emploi, contrairement à территориальные коллективы, est confirmé par l'usage, et qui sont de vraies *realia* françaises faisant l'objet d'études dans l'ouvrage en question. La phrase devient donc incompréhensible à des non-spécialistes (à cause des calques et translittérations). Cependant, vu le profil de l'ouvrage qui est destiné à des juristes sachant *a priori* de quoi il s'agit, le terme peut être gardé dans la définition, et plus loin dans l'ouvrage. Ce terme devient également suffisamment clair pour des lecteurs moyens, n'ayant pas forcément une connaissance approfondie des *realia* du droit français,

mais qui ont lu la postface, où le traducteur prend soin d'explicitier l'objet d'études de l'ouvrage. Cela compense le nombre important des translittérations dans la définition de l'objet de l'ouvrage.

On peut conclure de cet exemple que le choix par le traducteur des équivalents peut être motivé par :

- le public visé par l'ouvrage et ses connaissances culturelles du droit français ;
- la place dans le contexte et le souci d'y introduire de nouveaux termes sans produire de confusion ni d'incompréhension ;
- la fréquence d'emploi de certains termes translittérés dans les milieux juridiques russes.

Nation et Citoyenneté

Pourquoi alors devrait-on craindre les translittérations ? Dans la traduction de certains concepts juridiques, il est important de comprendre quel sens prennent les termes transcrits ou translittérés en russe. Il existe des décalages culturels sensibles entre les concepts ayant le même radical latin. Nous avons constaté qu'ils sont souvent causés par des lacunes dans les systèmes juridiques. Si, dans le cas du mot «public», il s'agit d'une lacune de la langue russe, on découvre aussi des cas de lacunes en français.

Prenons l'exemple du mot «nation» et de ses dérivés «national» et «nationalité».

En France le concept de l'État-Nation a des racines profondes depuis la révolution et la défaite des fédéralistes. Ce concept a donc influencé toute la terminologie avoisinante et lui a prêté son radical. La Russie est éloignée, culturellement et historiquement, de cette conception de l'État à la française. Par conséquent, les équivalents translittérés en russe *нация*, *национальность* ne contiennent pas toute l'ampleur du sens de «nation» et «national». C'est au traducteur donc qu'il incombe de tenir compte de cette polysémie en français et de traduire (voire de commenter) par d'autres termes russes. La translittération s'avère ici peu efficace, vu que le mot est universel et que c'est sa perception qui est différente. C'est le contexte qui indiquera la signification précise de ce terme.

Par exemple, si dans le contexte l'adjectif «national» veut souligner l'appartenance à l'État plus qu'à la nation, il convient d'utiliser en russe le mot État (*государство*) pour être plus proche du concept russe.

Comment traduire «nationale» dans la phrase «Le président de la République est garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des traités» (art. 5. C, cité par Guichet, Catsiapis, 1996 : 115) ? En russe il est possible de dire :

национальная независимость	indépendance de la nation
народная независимость	indépendance du peuple
государственная независимость	indépendance de l'État

Le dernier équivalent est une référence à l'État. Hors contexte c'est une option discutable. Cependant, si l'on considère la suite de l'extrait qui est un commentaire de l'article en question :

Le terme de «garant» s'explique certainement par les événements de 1940, au cours desquels le président de la III^e République, Albert Lebrun, n'avait pas eu les pouvoirs politiques suffisants pour sauvegarder l'indépendance politique de la France. (idem p.115)

on comprend que «l'indépendance politique de la France» signifie l'indépendance de l'État. Il est donc possible de faire cette transposition terminologique dans la première phrase en la traduisant par гарант государственной независимости, sachant qu'il s'agit de l'indépendance politique de la France (политическая независимость Франции).

De la même manière le terme «nation» peut être traduit en russe par государство, si cela correspond au contexte.

Comme le gouvernement, en vertu de l'article 20.C, (il) détermine et conduit la politique de la Nation. (idem p. 119)

Подобно правительству, он определяет и проводит политику государства.

Il est logique d'introduire le terme russe государство dans le chapitre consacré aux attributions du Président dans le domaine diplomatique, d'autant plus que dans le contexte il est question des pouvoirs représentatifs du chef de l'État français.

Cependant, le terme «nation» peut aussi être traduit par son équivalent translittéré нация. Ce terme ne reprend pas entièrement le concept français. Il est pourtant utilisé de plus en plus souvent actuellement pour désigner toute la population de l'État. Cela montre l'emprunt, dans le discours politique actuel, de la perception de la nation au sens large, au détriment du sens restrictif plus courant à l'époque soviétique, où нация signifiait plutôt *peuple* ou *ethnie*. D'ailleurs, à l'époque, ces mots étaient souvent employés comme synonymes : нации и народы СССР. En effet, en URSS les problèmes de caractère ethnique ont souvent été évincés à l'arrière-plan et ignorés, car ils allaient à l'encontre de l'idéologie officielle plutôt internationaliste. Un État aussi immense que l'URSS était composé déjà de différentes nations, qui de toute façon étaient toutes nivelées par le concept du «peuple soviétique» sans distinctions ethniques particulières. Aujourd'hui, les problèmes restant les mêmes, les hommes politiques cherchent d'autres voies pour apaiser les mouvements identitaires qui secouent la Fédération de Russie. C'est pour cette raison notamment qu'on voit apparaître le nouveau concept de «nation» dans le discours du nouveau président russe qui utilise souvent

des expressions comme объединение нации (l'unification de la nation) ou même национальные интересы (intérêts nationaux). Ce n'est d'ailleurs pas contraire au sens initial du mot нация, comme le montre le dictionnaire russe :

Нация – Nation

1. Исторически сложившаяся общность людей, возникшая на базе общности языка, территории, экономической жизни и технического склада, проявляющегося в общности культуры. Communauté historique des gens qui s'appuie sur les critères linguistiques, territoriaux, économiques et techniques communs se manifestant dans une culture commune.

2. Страна, государство. Pays, État.

(Ожегов С. И., 1984)

Le terme n'est donc pas étranger à la langue russe. Cependant, le concept qui se cache derrière n'est reconnu en Russie que s'il est jugé utile aux intérêts de l'État, ou plutôt de son chef.

Pour un traducteur, il est possible de l'utiliser surtout dans des phrases où « nation » a son sens de population.

Le président de la République informe par un message la Nation de sa décision de recourir à l'article 16.C. (Guichet, Catsiapis, 1996 : 118)

Президент республики в своем послании Нации сообщает о решении прибегнуть к статье 16 Конституции.

Ce terme aura alors le même sens, aussi bien pour un juriste ou un politicien russe que français. Cependant, ce n'est pas une vraie adaptation, car en russe on aurait plutôt dit que le président informe « les citoyens de la Russie » ou les Russiens (россияне).

C'est ici que se révèle une lacune terminologique en français, issue de ce même concept de l'État-Nation. Il s'agit des termes « nationalité » et « nationaux ». Suivant la conception de l'État-Nation à la française, l'appartenance à l'État est liée à sa population et plus précisément à la nation qui le constitue. Ainsi s'explique l'origine des mots « nationalité » et « nationaux ».

En Russie l'appartenance à l'État relève d'aspects territoriaux. Or tous les peuples vivent de façon compacte sur le territoire de la Fédération de Russie. La notion française de nationalité se traduit alors en russe par l'appartenance à ce territoire, c'est-à-dire par le terme гражданство. Ce n'est donc pas la même chose que национальность (nationalité dans le sens de l'appartenance ethnique). Ce terme existe en anglais (citizenship) et en allemand (Staatsangehörigkeit, où Staat = État). Il existe également en français (citoyenneté), mais avec un sens légèrement différent de celui des autres langues : [citoyenneté, qualité de citoyen, *Petit Robert*, 1990].

Précisons que ce terme est utilisé assez rarement dans les textes juridiques et que ce concept plus généralement est désigné par le terme

« nationalité » et non pas « citoyenneté », comme dans l'exemple suivant.

Ce sont les pouvoirs publics de l'État qui déterminent les conditions de rattachement des personnes physiques à l'ordre juridique de cet État en édictant les règles relatives à *la nationalité*. (Touscoz, 1993 : 65)

Органы власти государства определяют условия принадлежности физических лиц к правовой системе этого государства путем издания норм относительно гражданства.

La nationalité des personnes physiques ou morales est donc un lien juridique de rattachement, établi par les États eux-mêmes. (idem p.65)

Следовательно, *гражданство* физических или юридических лиц представляет собой юридическую связь с правовой системой государства, которую государства устанавливают сами.

Cette définition n'est pas tout à fait celle du concept équivalent en droit russe. Cependant, il est important de prendre en considération qu'en russe, en traduisant nationalité par национальность, on indique les origines ethniques et non pas les liens de rattachement à l'État de son pays de résidence. On facilitera donc la compréhension sans nuire au sens en adoptant ici le terme russe équivalent à « citoyenneté » qui correspond mieux au concept français de « nationalité ».

Le tableau mis en annexe illustre par des exemples ce qui en russe correspond à национальность (nationalité) et à гражданство (citoyenneté).

Malgré des différences culturelles encore fortes entre le français et le russe, surtout dans des domaines aussi conservateurs que le droit, on voit apparaître une tendance au nivellement de la terminologie, une tendance qui vient, semble-t-il, des processus d'intégration des pays européens et plus généralement de la mondialisation.

L'usage de certains termes juridiques communs et dépourvus de toute spécificité nationale (surtout en droit international et communautaire) devient de plus en plus fréquent, non seulement en russe (où les transcriptions et les calques sont courants de toute façon), mais aussi en français, où le sens des termes « nationalité » et « citoyenneté » se voit rapproché de celui de гражданство en russe ou de « citizenship » en anglais, surtout dans le contexte européen ou international (citoyen du monde, citoyenneté des États-Unis).

En russe les termes нация, национальный sont employés parfois dans le discours politique ou dans la presse au sens de la notion française de la « nation ». Ce n'est pas un hasard si aujourd'hui les hommes politiques russes ont repris à leur compte le concept de la nation qui permet de réunir les différents peuples de la Fédération de Russie sous la même étiquette (национальный парк, обращение президента к Нации, многоуважаемые Россияне). Le concept de la grande nation composée de peuples ayant leurs propres culture et identité, respectées par l'État fédéral (et non pas par le gouvernement des Russes) arrange bien les

dirigeants de ce pays où les problèmes identitaires et ethniques ont toujours été à l'ordre du jour.

C'est pour cette raison qu'il y a deux mots dans la langue russe pour traduire «russe»: русский et россиянин. En français il n'y a pas d'équivalent pour le dernier, qui désigne l'appartenance à la Fédération de Russie (*Российская Федерация*), peuplée de nombreuses ethnies, et qui n'est pas l'État des seuls Russes.

L'exemple du Tatarstan est à cet égard particulièrement intéressant. Cette république qui fait partie de la Fédération de Russie a été la pionnière des mouvements indépendantistes prônant la séparation avec la Fédération et la souveraineté du peuple tatar. Cependant, à l'heure actuelle, les élites politiques de cette entité fédérée ne considèrent plus la question de la sécession comme prioritaire, d'autant plus que le peuple tatar, au nom duquel la souveraineté a été proclamée, ne constitue que la moitié de la population de la république. C'est ainsi qu'on voit s'introduire dans le discours des personnalités du Tatarstan le terme de татарстанец (voir annexe) qui signifie «habitant, citoyen du Tatarstan». Grâce à ce terme on ne met plus l'accent sur l'appartenance ethnique de la personne, mais sur son lieu ou pays de résidence. Ainsi, nous pouvons voir que le modèle de la création de termes à valeur globale au niveau fédéral a été emprunté par les entités fédérées (le Tatarstan en étant la première) qui en avaient besoin pour faire face au problème de la composition polyethnique de leurs populations. Même si ce problème ne se pose pas de la même manière qu'à l'échelle fédérale, on commence à sentir, dans certaines républiques fédérées, la nécessité de consolider les liens de la population, de créer une identité commune distincte de l'identité de l'ethnie «titulaire» de la république. Il s'agit ainsi de faciliter la résolution de certains autres problèmes, plus pertinents pour cette population, notamment les problèmes économiques et sociaux.

La France, active dans le domaine de l'intégration européenne, connaît au contraire une tendance à fédéraliser ses rapports avec les pays voisins. Cela se répercute sur les valeurs traditionnelles de la France, sur la conception de l'État et, par conséquent, sur la terminologie.

Nous avons essayé de montrer qu'il faut prendre en considération certains éléments culturels dans la traduction juridique, en l'occurrence, la conception de l'État en Russie et en France.

Toutefois il apparaît que le traducteur doit, certes, en tenir compte, mais qu'il doit également savoir à qui est destiné la traduction. En fonction de la cible, il peut passer outre les résistances culturelles. Ainsi s'il s'agit d'un public de spécialistes, ceux-ci préfèrent une translittération

apportant le maximum de précision à une adaptation pouvant prêter à confusion. Si la traduction est destinée à la vulgarisation, c'est au contraire la translittération qui pourra induire en erreur.

Enfin, le traducteur juridique se doit de ne pas oublier qu'il a affaire à un matériau en constante évolution. En effet, l'actualité politique rend la langue plus ou moins perméable à certains nouveaux concepts. Le droit public est un domaine proche de la politique (contrairement au droit privé, dont la langue est, par conséquent, plus conservatrice), et sa langue s'appuie beaucoup sur le discours politique. Sans ignorer les différences des concepts de base, comme celui de l'État, le traducteur devrait s'efforcer de tenir compte des changements qui pénètrent, par le discours politique, dans la perception de ces concepts. Cela ne signifie pas obligatoirement la transformation immédiate du concept en tant que tel. Mais celle-ci s'amorce dans le discours pour être entérinée plus tard dans les ouvrages théoriques. C'est donc en partant du discours qu'un traducteur doit suivre les dernières évolutions terminologiques et les décalages culturels des concepts. Ceci est tout aussi vrai pour la langue française dans le contexte de la construction européenne que pour la Russie avec les changements institutionnels internes de l'époque post soviétique.

Bibliographie

- Влахов С., Флорин С., *Непереводимое в переводе*, Москва: Международные отношения, 1980.
- Гак В.Г., Ганшина К. А., *Новый французско-русский словарь*, Москва: Русский язык, 1993.
- Guichet Y., Catsiapis, J., *Droit constitutionnel*, Paris, Ellipses, 1996.
- Gémar J.-C., «La traduction juridique et son enseignement: aspects théoriques et pratiques», *МЕТА*, 1979, p. 35-53.
- Даль В., *Толковый словарь живого великорусского языка*. том 3, Санкт-Петербург 1882 г.
- Dictionnaire de la langue française Petit Robert*. Paris, 1990.
- Dictionnaire de linguistique et de sciences du langage*. Larousse 1994
- Domenach J., *Le Droit des collectivités locales*, Grenoble, PUG, 1993.
- Koutsivitis G.V., «La traduction juridique: liberté et contraintes», *La liberté en traduction. Actes du colloque international tenu à l'ESIT*, Paris, Didier Érudition, 1991, p. 139-150.
- Мачковский Г.И. *Французско-русский юридический словарь*. Москва: РУССО, 1995.

Ожегов С.И., *Толковый словарь русского языка*. Москва: Русский язык 1984.

Petit B., *Introduction générale au droit*, Grenoble, PUG, 1994.

Touscoz J., *Droit international*, Paris, PUF, 1993.

Annexe

Национальность («nationalité»)	Гражданство («citoyenneté»)
russe (русский)	russe (россиянин)
tatare (татарин)	татарстанец
tchéthchène (чеченец)	
juif	israélien
corse	français
basque	espagnol
flamand	belge

Notions qui en russe correspondent
soit à национальность (nationalité), soit à гражданство (citoyenneté).